

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21731 - 80ÈME ANNÉE

Sans La Réunion, quelle base pour la France face à la crise humanitaire à Mayotte ?

Aide aux survivants de Chido à Mayotte : le gouvernement français appelle La Réunion au secours

Depuis le passage du cyclone Chido, La Réunion joue un rôle central dans l'aide à Mayotte, avec des vols humanitaires et des secouristes mobilisés. La visite du Premier ministre Bayrou et de ministres a souligné l'importance stratégique de La Réunion pour Paris. Le gouvernement français demande le soutien des gouvernements locaux et des entreprises réunionnaises pour participer à la reconstruction de Mayotte en deux ans. Eu égard au rôle essentiel de La Réunion dans la projection de la puissance française dans le monde, ne serait-il pas intéressant de réévaluer la nature des relations entre nos deux pays sur la base de cette réalité ? Dans ces conditions, il appartient aux représentants des Réunionnais de s'appuyer sur cette réalité pour que Paris change de politique et accompagne financièrement et institutionnellement le développement de La Réunion. Le projet de loi d'urgence pour Mayotte doit s'accompagner d'un projet de loi d'urgence pour La Réunion. Paris doit payer le juste prix pour disposer d'une base aussi importante que La Réunion.

Depuis deux semaines, c'est de La Réunion que partent la plupart des renforts humains et du matériel pour venir en aide aux survivants du cyclone Chido à Mayotte. Depuis la base aérienne militaire de Gillot à Sainte-Marie, deux Airbus A440 font la navette entre les deux îles. Durant la fermeture de l'aéroport de Mayotte aux vols commerciaux, Air Austral a assuré jusqu'à trois vols par jour pour acheminer Pompiers de Paris et autres secouristes dans l'archipel sinistré par un cyclone. La base navale du Port est le point de départ du « pont maritime ».

Deux semaines après le passage dévastateur du cyclone Chido à Mayotte, La Réunion a accueilli le 31 décembre 2024 une délégation française de haut niveau avec à sa tête François Bayrou, Premier ministre. Cette délégation revenait d'un bref séjour à

Mayotte, plus d'une semaine après la visite-éclair du président de la République, Emmanuel Macron, dans l'île sinistrée.

Des ministres en inspection à La Réunion

L'objectif principal de la délégation interministérielle française était de constater à La Réunion le niveau d'organisation et de mobilisation des militaires, de la protection civile et des institutions pour le soutien humanitaire aux survivants de Chido à Mayotte. Emmanuel Valls, ministre d'État aux Outre-mer, a prolongé son séjour de plusieurs jours afin de rencontrer plus longuement la présidente de la Région, le président du Département et des représentants du monde économique afin d'organiser depuis La Réunion la reconstruction de Mayotte.

Il s'agit de mobiliser les compétences à La Réunion pour soutenir la rapide reconstruction de logements et d'infrastructures. Rappelons que l'objectif fixé est de deux ans pour reconstruire afin de tenter à nouveau de se rapprocher des services offerts aux habitants d'un département français.

Pour cela, le seul financement concret est un prêt de 800 millions d'euros débloqué par la Banque des territoires. Il reste à savoir si des sinistrés disposeront des capacités financières suffisantes pour rembourser l'argent emprunté à la banque française, ce qui rend encore hypothétique le déblocage de ces fonds qui serviront à financer notamment la participation d'entreprises et de collectivités réunionnaises à la reconstruction de Mayotte.

Sans La Réunion, Djibouti base française la plus proche pour les secours

Cette séquence de visites de ministres français à La Réunion a rappelé le rôle hautement stratégique de notre île dans la projection de la puissance française dans le monde.

En effet, si La Réunion n'était pas sous la souveraineté de la République française, la base militaire la plus proche de Mayotte serait Djibouti. Or, Djibouti est deux fois plus éloignée de Mayotte que La Réunion. Cela voudrait dire qu'en s'appuyant sur Djibouti, Paris n'aurait pu organiser un pont aérien et maritime aussi important sans engager des fonds bien plus considérables. Ceci pourrait provoquer un débat dans l'opinion publique française compte tenu de la politique d'austérité appliquée et annoncée pour s'accentuer.

Pour réduire le coût de l'opération de secours aux survivants de Chido à Mayotte, le gouvernement français aurait donc dû négocier avec un État étranger la mise à disposition d'une base plus proche de Mayotte comme peut l'être l'Union des Comores avec son aéroport international, ou Madagascar avec le port et l'aéroport d'Antsiranana situés à moins de 500 kilomètres de Mayotte.

La Réunion : porte-avions ancré dans l'océan Indien au service des intérêts immédiats de Paris

Cette visite rappelle également comment fondamentalement La Réunion est perçue par les plus hautes autorités françaises : c'est un gigantesque porte-avions ancré dans l'océan Indien au service des intérêts immédiats de Paris en tant de crise.

En effet, la demande d'aide des autorités françaises aux gouvernements locaux réunionnais et aux entreprises de notre île s'adresse à un pays sinistré par près de 80 ans de néocolonialisme français. Paris veut mobiliser pour la reconstruction de logements à Mayotte alors que plus de 40 000 familles sont dans l'attente d'un logement social. Le chômage de masse est une réalité depuis plus de 50 ans avec près de 180 000 Réunionnais inscrits à France Travail à la recherche d'un travail. C'est un nombre voisin de celui des salariés du secteur privé. La conséquence de cette politique est un important taux de pauvreté.

Depuis 80 ans, Paris n'a pas été capable d'assurer aux Réunionnais le respect de droits humains élémentaires tels que celui à un travail payé par un salaire suffisant, ou d'un logement digne pour tous les Réunionnais. Et maintenant, Paris vient solliciter le monde économique réunionnais pour qu'il soit la cheville ouvrière d'une reconstruction de Mayotte en deux ans.

Cette séquence est typique du néocolonialisme français. L'objectif n'est pas de développer La Réunion, mais d'utiliser les forces vives réunionnaises en fonction des objectifs de Paris.

La Réunion rapporte plus à la France qu'elle ne lui coûte

Eu égard au rôle essentiel de La Réunion dans la projection de la puissance française dans le monde, ne serait-il pas intéressant de réévaluer la nature des relations entre nos deux pays sur la base de cette réalité ?

Tout ceci montre en effet que La Réunion rapporte bien plus à la France que les transferts publics que Paris envoie dans notre île et qui sont en grande partie rapatriés en France via les profits réalisés par les entreprises françaises à La Réunion.

Autrement dit, le solde des échanges est en faveur des Réunionnais.

Dans ces conditions, il appartient aux représentants des Réunionnais de s'appuyer sur cette réalité pour que Paris change de politique et accompagne financièrement et institutionnellement le développement de La Réunion. Le projet de loi d'urgence pour Mayotte doit s'accompagner d'un projet de loi d'urgence pour La Réunion. Cela suppose des fonds supplémentaires engagés par Paris pour financer une politique visant le plein emploi à La Réunion, des moyens pour construire des logements et une intervention ferme de l'État pour mettre fin aux abus qui contribuent à la vie chère à La Réunion.

Ce sera la moindre des choses, Paris doit payer le juste prix pour disposer d'une base aussi importante que La Réunion.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud ; 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau ; 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Dans une ville enclavée, l'opération médiatique de distribution d'eau et de nourriture a mal tourné

Survivants de Chido à Mayotte : la France doit demander l'aide de l'ONU et de l'Union africaine

Mayotte, frappée par le cyclone Chido, fait face à une crise humanitaire majeure. Dans une ville enclavée et privée de ressources, la population a dénoncé une aide française insuffisante, symbolisée par trois bouteilles d'eau et un paquet de pâtes apportés par hélicoptère. La lenteur des secours révèle la grande difficulté pour Paris de gérer les conséquences d'une telle catastrophe. Qu'attend donc Paris pour demander l'aide de l'ONU et de l'Union africaine pour améliorer plus rapidement les conditions de vie des survivants de Chido à Mayotte ?

Trois bouteilles d'eau de source importées de La Réunion et un paquet de pâtes : c'est la ration par habitant offerte par la France à des Mahorais privés d'eau et d'accès à la nourriture depuis plusieurs jours. En raison du cyclone Chido, les habitants de cette ville sont totalement enclavés.

Cette aide est donc venue du ciel, amenée par des parachutistes de l'armée française par un hélicoptère Puma. Elle faisait l'objet d'une séquence médiatique. Elle a tourné au fiasco.

En effet, les parachutistes devaient faire face à la colère d'une population qui se sent abandonnée par la France.

L'illusion de « Mayotte département français » s'est effondrée

L'illusion du département français s'est effondrée. En effet, comment imaginer une telle situation dans un département situé en France ? Si une catastrophe avait fait de tels dégâts dans la partie européenne de la République française, faudrait-il deux semaines pour rétablir des droits élémentaires tels que l'accès à la nourriture, à l'eau et aux soins ? Manifestement, malgré tous les moyens engagés par l'État, l'aide aux survivants du cyclone Chido est insuffisante et pas assez rapide.

Cela pose la question du besoin de l'aide internationale. Le gouvernement français a demandé et obtenu un soutien de l'Union européenne. Quatre États membres ont répondu : la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et la Suède. Ils fourniront des abris. Mais Paris a-t-

il sollicité l'Union africaine et l'ONU ? Ces organisations internationales ont l'habitude de gérer ce genre de crise. A titre d'exemple, l'ONU a dressé en quelques jours le bilan des victimes de Chido au Mozambique. De son côté, le gouvernement français se limite à dénombrer les décès enregistrés à l'hôpital et fait fi d'une information des secouristes estimant à 60 000 morts le nombre de victimes de Chido à Mayotte. Officiellement selon le préfet de Mayotte, il sera impossible de faire un bilan qui pourrait être de centaines voire de milliers de morts.

Répondre à des besoins humanitaires élémentaires

Cette approximation donne le ton. Une des priorités pour Paris est de sauver les apparences. Il est bien difficile pour les dirigeants d'une ancienne puissance coloniale que la catastrophe la plus meurtrière depuis le Tsunami de 2004 ait pu potentiellement avoir lieu sous son administration à Mayotte. C'est en effet son administration qui est responsable de l'accumulation de constructions précaires par dizaines de milliers. Cet habitat informel en feuilles de tôle était un piège mortel pour leurs habitants soumis à la force des vents du cyclone Chido.

Le recours à l'aide internationale permettra sans aucun doute de disposer de moyens plus importants pour faire face à l'urgence. Des dizaines de milliers de personnes manquent encore de tout plus de deux semaines après le passage destructeur de Chido à Mayotte. Paris doit sans attendre appeler à la solidarité internationale au plus haut niveau pour répondre à des besoins humanitaires élémentaires.

Trois bouteilles d'eau et un paquet de pâtes, c'est une ration bien insuffisante pour croire que l'on vit dans un département français.

Oté

In soué pou lané 2025 : ke bann zidé foss i bate aryèr !

Mézami, si zot i ékoute la radio, sansa si zot i koz-koz in pé avèk demoune, mwin lé sirésèrtin zot i romak koman bann zidé foss la fine anvayi noute sossyété, koman zot i anklav noute léspri, koman ni pèrde noute libèrté d'panssé aforss lèss bann zidé foss manipul noute sèrvo.

Néna dé-troi zour mwin t'après diskite avèk in marmaye bien diplomé é lo marmaye té après tourn an ridikil la plantassion de-ri issi la Rényon, pli zénéralman après kass lé kui lotonomi alimantèr konm in sible ni ariv ar pa zamé toushé. Poitan si néna in lidé i fé son shomin firamézir sé lidé d'lotonomi alimantèr k'i pé apèl la souvrènté alimantèr, k'i pé apèl ossi loto sifizanss alimantèr.

Zistoman dsi do-ri, mi domann ali si li koné in pé la plantassion épi son bann rézilta kissoi issi shé nou, kissoi in pé partou dann bannzil épi bann tériroir la frik, lazi épi ayèr... li réponn amwin non mé li oi pa koman in pti péi konm La Rényon i pé ète otonome dsi in produi konm dori.

Alor mi di ali, sé pa si li koné avèk sète mil éktar dori ni ariv produi lo ri k'i fo anou. Li réponn amwin li panss pa k'i pé trouv sète mil éktar pou plante deri sou la pate shoval. Mi di ali zordi d'après sak i di néna rante kinz mil épi vin mil éktar la tèr abandoné donk de koi produire noute sinkante mil tone paddy.

L'èrla, li di amwin mé nou sar konkiranssé par demoune i travaye pou pa granshoz... Mi di ali, laba dan l'érope demoune i travaye pa pou manzé kui poitan i plante deri épi zot i ariv amenn zot bato bien konm i fo.

Aprés mi di ali i fo ni, konsidèr noute prodikssion manzé konm in moiwin lotodéfanss pou nou pars moinn kou d'trafalgar nou na pi dori, nou na pi doluil, nou na pi la farine... An kékmo ni soufèr la fain.

Nou la kité pars té lèr pou shakinn alé son koté mé mwin lé sirésèrtin li va fé travaye son tête épi mi souète li romarke li lé dann lo fo é pa dann lo vré. Sé son koko lé polyé avèk in zidé fo.

A bon antandèr salu !

Justin